

Le Mali dans une tourmente

Rétrospective sur les événements depuis mars 2012 et perspectives vers une solution des conflits

Le Mali connaît la plus grave crise de son histoire, suite à l'occupation des Régions du Nord (deux tiers du territoire national) par des indépendantistes et des groupes armés islamistes et à la mutinerie survenue au sein de l'armée les 21 et 22 mars 2012. Il est aujourd'hui impossible de prévoir la fin de la période de transition. Les objectifs les plus urgents sont la reconstruction de l'armée et des institutions politiques, la reconquête des territoires occupés et des élections générales.

Bref aperçu des événements

Une crise politique : Née de la mutinerie des militaires, elle mit un coup d'arrêt au processus démocratique enclenché au Mali en mars 1991 à la faveur d'une révolution populaire. Le pays était cité en exemple en Afrique pour avoir réussi des alternances au pouvoir. En 2012, le Président déchu, qui n'était d'ailleurs pas candidat à sa propre succession, était prêt à passer le témoin à son successeur à l'issue des élections présidentielles prévues pour le 29 avril. Les fondements de la jeune démocratie ont été mis en mal. L'armée, qui faisait déjà face à une rébellion indépendantiste touareg depuis janvier 2012, s'est très vite désagrégée en abandonnant en trois jours toutes ses positions dans le Nord du pays.

Les atouts de cette construction démocratique étaient pourtant réels et le moindre d'entre eux, modestement certes mais progressivement, commençait à imprégner la vie politique et sociale malienne.

La communauté internationale dans la foulée réussit à faire plier la junte militaire qui acceptera le retour à un ordre constitution-

nel et l'observation d'une période de transition qui devra faciliter la gestion du conflit armé mais aussi l'organisation d'élections générales. Un autre événement assez grave s'invita dans le processus. Il s'agit de l'agression violente du Président de la République par intérim, Dioncounda Traoré, jusque dans son bureau par des manifestants sans que les militaires ne jouent un rôle quelconque pour sa protection. Son retour après son évacuation et des soins en France a été un tournant décisif.

En effet, Cheick Modibo Diarra, que la junte avait désigné pour conduire le gouvernement de transition avec à charge de former un gouvernement d'union nationale avait très vite montré ses limites par son amateurisme, mais aussi des erreurs politiques et de coaching. Son gouvernement et son cabinet avait été constitué sur une base pratiquement familiale et de relations d'amitié, sans les partis politiques et la société civile. Il bénéficia d'une période d'observation, qui s'avérera infructueuse, sans initiative et sans assurance. Cette situation obligera les forces politiques et la communauté internationale à réclamer son départ et la mise en place d'un véritable gouvernement d'union nationale.

Aujourd'hui, il doit son maintien au Haut Conseil Islamique (HCI) qui à travers un meeting géant a presque exigé qu'il soit maintenu à son poste. Cela suscita beaucoup d'inquiétudes au sein de la classe politique dans la mesure où cette exigence marque un glissement dangereux des associations islamiques sur le champ politique avec la caution d'un premier ministre en manque de repère. C'est dans ces conditions que le gouvernement Cheick Modibo a

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

BERTHE YACOUBA

Octobre 2012

www.kas.de/senegal-mali

été mis en place. Il a été mis en place avec cette fois-ci la participation des différents regroupements politiques (Pro et anti putschistes et le centre) en plus des militaires eux-mêmes. Il vu pour la première fois au Mali la création d'un Ministère des affaires religieuses confié à un membre du Haut Conseil Islamique (HCI).

Pendant ce temps, les populations et particulièrement les femmes et les enfants qui souffraient déjà de la crise alimentaire ont vu leur liberté confisquée et pire, elles sont victimes de viols, de séquestrations, de tortures et d'enrôlement d'enfants. Le conflit armé a entraîné de grands déplacements de populations à la fois à l'intérieur du pays et vers les pays limitrophes (Algérie, Burkina Faso, Mauritanie et Niger). Début mai 2012, on comptait quelques 130 000 personnes déplacées à l'intérieur du Mali et environ 190 000 réfugiés dans les pays voisins.

L'intégrité du territoire : environ deux tiers du territoire constitués autour des régions de Tombouctou, Gao et Kidal, sont aujourd'hui occupés par des groupes islamistes armés qui, au départ, ne prétendaient qu'accompagner la poussée revendicative indépendantiste des touaregs. Hélas les indépendantistes ont fini par céder le terrain à des islamistes sans scrupules de différents groupes comme AQMI (Alkaïda au Maghreb Islamiste), MJUAO (Mouvement pour le Jihad, l'Unité en Afrique de l'Ouest).

Certes, l'héritage des frontières coloniales n'était pas un fondement idéal pour la construction nationale mais on sait bien que les Etats-nations résultent le plus souvent, au hasard de l'histoire, de constructions politiques riches d'une mosaïque d'éléments culturels constitutifs. Aussi convenait-il de laisser du temps à la jeune Nation malienne ; le temps de se fortifier en valorisant les différentes composantes humaines et culturelles qui s'y trouvaient réunies.

Au-delà de cette atteinte anachronique à la démocratie malienne, ce sont les droits fondamentaux des maliens qui se trouvent aujourd'hui menacés par la volonté des intégristes d'imposer une conception totalitaire, dictatoriale et rétrograde de la religion qui,

selon une constante macabre, vise en priorité les femmes, violées et sacrifiées, comme elle vise également l'anéantissement de la mémoire culturelle des maliens par la destruction de mausolées, le saccage des sites classés dans le patrimoine de l'UNESCO, des sanctuaires musulmans et de documents historiques et religieux dont Tombouctou est riche par son histoire religieuse. Les enjeux historiques de ce patrimoine sont considérables. Les bâtiments, souvent porteurs de traces archéologiques, ainsi que les manuscrits, constituent des sources d'information indispensables au travail des historiens.

Enfin, c'est le développement économique lui-même qui se trouve brutalement stoppé.

Perspectives

Pour sortir de l'impasse aujourd'hui au Mali la négociation est incontournable au Nord du pays. Elle suit inévitablement tout conflit à moins qu'un des protagonistes soit exterminé. La guerre s'est déjà imposée au Mali avec l'occupation des villes et la présence de combattants étrangers. La guerre doit se faire parce que pour négocier il faut être dans une position de force et non de faiblesse. Cependant, aucun conflit armé, à fortiori fratricide et communautaire, ne saurait être solutionné par la force armée uniquement.

C'est, en effet, l'action militaire qui va fixer les bases de la négociation. Si cette dernière devait démarrer aujourd'hui, avec ce rapport de forces tellement déséquilibré et cette situation sur le terrain si défavorable, le gouvernement malien se présenterait totalement désarmé à la table de discussion.

Au plan institutionnel et politique, malgré le rétablissement de l'ordre constitutionnel, les militaires putschistes continuent de gêner considérablement la gestion de la période transitoire par leur prise de position sur les questions politiques et les arrestations arbitraires. De grosses divergences existeraient en leur propre sein (entre les radicaux et les modérés). Cela n'est pas de nature à faciliter une gestion apaisée de la transition.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

BERTHE YACOUBA

Octobre 2012

[www.kas.de / senegal-mali](http://www.kas.de/senegal-mali)

Il est aujourd'hui impossible de prévoir la fin de la période de transition. Certes, les autorités transitoires ne pourront pas régler tous les problèmes nés pendant cette crise. Elles doivent néanmoins avoir comme seules priorités la reconquête des territoires occupés (par la négociation et par la guerre) et l'organisation des élections générales. Ce double objectif a l'avantage de garantir le retour des partenaires techniques et financiers seul gage du retour de la confiance. Et pour autant il faut que cela soit dans les plus brefs délais.

Par ailleurs, la remise sur pied des institutions politiques et la reconstruction de l'armée sont des urgences. Ainsi les militaires doivent arrêter de s'interférer dans la gestion des activités des autorités de la transition pour le bien du peuple malien.